



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

N° : PA 2025- 774

Date : 29 SEP. 2025

Mis en ligne le :

29 SEP. 2025

**Objet :** Débit de boissons temporaire  
**Lieu :** Salle Guy Obino – Rue Roumanille  
**Date :** 10 octobre 2025

Le Maire de Vitrolles,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2214-3 ;

**Vu** Code de la santé publique, et notamment ses articles L3334-1, L3334-2, L3335-4, L3341-1 et L3353-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 152 du 23 décembre 2008 modifié, relatif à la réglementation de la police des débits de boissons et des restaurants ;

**Vu** l'arrêté municipal n° 25-08 du 13 mars 2025, portant délégation de signature à Monsieur Daniel AMAR, aux actes afférents aux autorisations de débits de boissons temporaire ;

**Considérant** la demande d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Monsieur Denis PERRON, directeur de l'association Maison Pour Tous, située 6 rue Pierre et Marie Curie à 13127 Vitrolles, à l'occasion d'une manifestation intitulée "OKTOBERFEST", qui se déroulera aux lieux et dates mentionnés en objet ;

**Considérant** que l'ouverture d'un débit de boissons temporaire est soumise à autorisation ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publiques ;

## A R R Ê T É

### Article 1

L'association Maison Pour Tous est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire à l'occasion de la manifestation "OKTOBERFEST" qui se déroulera dans la salle Guy Obino, rue Roumanille, le vendredi 10 octobre 2025, de 18h à 1h du matin.

### Article 2

A l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des groupes 1 et 3 définies à l'article L3321-1 du code de la santé publique.

### Article 3

Les infractions au présent arrêté feront l'objet d'un procès-verbal dressé par les services de police, conformément à la réglementation.

### Article 4

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 5

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale et Monsieur le directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

**Article 6**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de Cabinet,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Madame la Directrice de la Vie Associative et Participation Citoyenne,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police Nationale,
- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours.

**Daniel AMAR**  
**Adjoint au Maire**  
Délégué aux Finances  
et à la Vie Associative

